NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

OTC

Washington réaffirme sa volonté de renforcer sa relation avec (…) – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Washington réaffirme sa volonté de renforcer sa relation avec Erevan

Dans un message adressé à son homologue arménien Ararat Mizoyan pour le féliciter de sa récente nomination au poste de ministre des affaires étrangères d'Arménie, le Secrétaire d'Etat américain Antony Blinken a réaffirmé la volonté des Etats-Unis de renforcer la relation arméno-américaine. Un rappel bien utile après le retrait précipité des forces américaines et atlantistes d'Afghanistan fuyant Kaboul investi par les talibans, désastreux pour l'image des Etats-Unis. Instillant le doute jusque parmi ses alliés les plus proches, cette retraite après vingt années d'une vaine présence militaire qui visait à conjurer la menace des talibans, a sapé la confiance de pays et de peuples comptant sur un soutien des Américains, une confiance déjà bien érodée par le lâchage des Kurdes de Syrie en 2019. Ce fiasco américain n'est pas non plus pour rassurer l'Arménie, dont la défaite face à l'Azerbaïdjan dans la dernière guerre du Karabagh à l'automne 2020 l'a poussée à renforcer ses liens stratégiques et militaires, déjà étroits, avec la Russie, tout en affichant sa volonté de développer sa relation avec les Etats-Unis. L'Arménie doit s'en remettre pour sa sécurité à son allié russe, et n'a pas grand-chose à attendre sur ce point des Etats-Unis, qui semblent en avoir d'ailleurs pris acte, en laissant Moscou arbitrer le conflit du Karabagh et en assurer le suivi. Washington reste néanmoins à l'écoute des aspirations de l'Arménie qui, depuis son accession à l'indépendance, s'est dotée d'une doctrine

diplomatique prétendant maintenir l'équilibre dans ses relations avec la Russie et l'Occident, même si ses liens privilégiés avec Moscou mais aussi avec Téhéran, jettent une ombre sur la relations arméno-américaine. "Les Etats-Unis s'est engagé de longue date à soutenir les aspirations démocratiques du peuple arménien, et nous nous employons à coopérer avec vous afin de tisser des liens bilatéraux plus solides fondés sur nos valeurs démocratiques partagées", indique ainsi le message du chef de la diplomatie américaine diffusé par le ministère arménien des affaires étrangères ce weekend. "Les Etats-unis sont un partenairr dans les efforts de votre gouvernement pour renforcer l'Etrat de droit, combattre la corruption, et développer les institutions démocratiques, tout en respectant les droits de l'homme et les libertés fondamentales. L'équipe de l'ambassade des Etats-Unis à Erevan est prête à vous assister, vous et votre gouvernement, pour préserver les liens puissants entre nos deux pays", ajoute A.Blinken.

Le président américain Joe Biden, de la même manière, avait déclaré que son administration souhaitait "approfondir et étendre" les liens avec Erevan lorsqu'il avait félicité le premier ministre Nikol Pachinian le mois dernier pour sa vicoire aux législatives anticipées du 20 juin qui l'avaient reconduit, le 2 août, à la tête du gouvernement arménien. Le Département d'Etat américain avait appelé auparavant l'opposition arménienne à accepter les résultats officiels du vote qui accordaient une large victoire au parti Contrat civil de Pachinian et qu'elle contestait devant la Cour constitutionnelle. Si elles siègent dans le nouveau Parlement, les deux formations d'opposition continuent à rejeter comme frauduleux les résultats de l'élection, pourtant validés par la Cour constitutionnelle. Tant J.Biden qu'A.Blinken ont réitéré les appels de Washington à un règlement juste et "global » du conflit du Haut-Karabagh. "Nous encourageons le retour à des négociations substancielles sous les auspices des coprésidents américain, russe et français du Groupe de Minsk de l'OSCE le plus vite possible", avait ainsi déclaré A.Blinken.

2.Les Nouvelles d'Arménie

7 septembre 2021

Echange téléphonique d'A.Mirzoyan avec Wendy Morton – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Echange téléphonique d'A.Mirzoyan avec Wendy Morton

Le ministre arménien des Affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, a eu une conversation téléphonique le 6 septembre avec Wendy Morton, députée britannique du parti conservateur et sous-secrétaire d'État parlementaire au Voisinage européen et aux Amériques.

Les interlocuteurs ont discuté d'un large éventail de questions liées à la sécurité et la stabilité régionales. Le ministre Mirzoyan a souligné qu'une paix durable et stable dans la région peut être obtenue par un règlement global du conflit du Haut-Karabakh sous les auspices des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE, sur la base des principes et éléments connus. Wendy Morton, à son tour, a noté que le Royaume-Uni soutient les efforts des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE.

Le ministre des Affaires étrangères a souligné la nécessité d'un rapatriement immédiat des prisonniers de guerre et des civils arméniens détenus en Azerbaïdjan.

Ararat Mirzoyan a également présenté à Wendy Morton la situation créée à la suite des actions provocatrices de l'Azerbaïdjan, en particulier la pénétration de troupes azerbaïdjanaises sur le territoire souverain de l'Arménie. Il a souligné qu'un tel comportement de la part de l'Azerbaïdjan sapait les efforts en faveur de la sécurité et de la stabilité régionales.

Acceptant les félicitations de son collègue pour son accession au poste de ministre des affaires étrangères, Ararat Mirzoyan a exprimé la volonté de la partie arménienne de développer la coopération avec le Royaume-Uni dans des domaines d'intérêt commun.

Dans le contexte de la coordination des efforts des pays contre le changement climatique, les interlocuteurs ont souligné la tenue effective du 26^{e} sommet de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP26) qui se tiendra à Glasgow, au Royaume-Uni, en novembre de cette année, ainsi que la participation de la partie arménienne à la conférence.

3.Les Nouvelles d’Arménie

7 septembre 2021

Les soldats arméniens à la manœuvre… en Biélorussie

Un contingent de soldats arméniens s’est rendu ce week end en Biélorussie où il doit participer à des exercices militaires russo-biélorusses de grande échelle aux marges de l’Otan, qui ne cache pas son inquiétude face à ce déploiement de forces, certes ponctuel, mais dans le prolongement de celui orchestré par la Russie quelques mois avant le long de sa frontière avec l’Ukraine, qui réitérait sans grand espoir le mois dernier, à l’occasion d’une visite de son président V.Zelinski à la Maison Blanche à Washington, son aspiration à intégrer l’Alliance atlantique. D’une durée d’une semaine, ces grandes manoueuvres des trois pays alliés en Biéolorussie portent le nom de code très éloquant de “Zapad-2021” (“Ouest-2021”), qui désigne leur localisation géographique, à l’extrême-ouest de l’ex-URSS, autant peut-être que la cible virtuelle, l’Occident. Les exercices, qui doivent débuter le 10 septembre dans des centres d’entraînement en Russie et en Biélorussie, impliqueront des milliers de soldats, sur terre comme dans les airs, avec des tanks, de l’artillerie et des avions de combat. Le ministère biélorusse de la défense avait déclaré le mois dernier que les exercices transfrontaliers simuleraient des situations d’attaques visant les deux pays. Si un tel scénario reste pour l’heure peu probable, les tensions se sont accrues au cours des derniers mois aux frontières de la Biélorussie et de ses voisins membres de l’Otan, la Lituanie, la Lettonie et la la Pologne. Des responsables occidentaux ont notamment affirmé que Minsk encourageait des migrants illégaux à se rendre dans ces pays en vue d’accroître la pression sur les pays de l’Union européenne en réponse aux sanctions imposées par Bruxelles au régime autocratique du président Alexander Lukashenko, dont la réélection, en 2020, jugée frauduleuse, a été suivie d’une répression féroce contre l’opposition.

Le secrétaire-général de l'Otan Jens Stoltenberg a appelé la semaine dernière la Russie de faire preuve de transparence concernant le déroulement des grandes manouevres en territoire biélorusse et le nombre de soldats mobilisés pour cette occasion. "Ce que nous avons pu constater auparavant, c'est que le nombre de soldats participant à ces exercices a dépassé considérablement celui annoncé", a ainsi déclaré J. Stoltenberg, cité par l'agence de presse Reuters, dans une allusion aux précédentes manœuvres, en 2017. L'ambassadeur américain en Biélorussie, Julie Fisher, avait indiqué en juin que l'alliance atlantique suivrait « de très près » les exercices Zapad-2021, dont Moscou affirme qu'ils sont par essence transparents et défensifs. Dans une déclaration publiée ce weekend, le ministère arménien de la défense avait indiqué pour sa part que ses troupes se joindraient aux exercices conformément au plan d'actions militaires commun russo-arménien pour l'année 2021. La déclaration ne précisait toutefois pas combien de soldats arméniens seraient engagés dans Zapad-2021. Il se contentait d'annoncer qu'une unité de l'armée arménienne prenait le chemin du centre d'entraînement russe pour l'armée de terre Mulino, à quelque 360 kilomètres à l'est de Moscou, soit bien loin de la Biélorussie. La participation active de l'Arménie à ces exercices militaires associant trois ex-Républiques soviétiques alliées au sein de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), dont un général biélorusse assume la présidence tournante qui doit revenir prochainement à un Arménien, confirme la volonté de Erevan, affichée après sa défaite dans la guerre contre l'Azerbaïdjan de l'automne 2020, de resserrer ses liens militaires, déjà étroits, avec la Russie, qui avait mis fin à six semaines de combats meurtriers le 10 novembre par un accord de cessez-le-feu dont elle est censée assurer depuis le maintien. Signe de ce renforcement des relations dans le domaine militaire, le ministre arménien de la défense Arshak Karapetian a visité la Russie au moins trois fois cet été. Son homologue russe Sergei Shoigu lui aurait assuré, à l'occasion de l'une de ces visites, le 11 août, que Moscou continuerait à aider l'Arménie à réformer et moderniser ses forces armées. Par ailleurs, une délégation militaire russe de haut niveau se trouvait à Erevan pour une nouvelle visite de travail en début de semaine, soit quelques jours avant le lancement des exercices militaires en Biélorussie.

4.Les Nouvelles d'Arménie

7 septembre 2021

Rencontre entre A.Mirzoyan et I. Khovayev du Groupe de Minsk

Le haut diplomate arménien et le coprésident russe du Groupe de Minsk de l'OSCE ont discuté du règlement du conflit du Karabakh.
Les parties ont souligné l'importance de la reprise du processus de paix sous l'égide du Groupe de Minsk de l'OSCE, a déclaré le ministère arménien des Affaires étrangères dans un communiqué.
Les questions relatives à la reprise du processus de négociation pour régler le conflit du Haut-Karabakh ont été au centre des discussions entre le ministre arménien des Affaires étrangères Ararat Mirzoyan et le co-président russe du Groupe de Minsk de l'OSCE Igor Khovayev, a déclaré le ministère arménien des Affaires étrangères lundi.
« Les parties ont discuté d'un large éventail de questions relatives au règlement du conflit du Haut-Karabakh et ont souligné l'importance de la reprise du processus de paix négocié par le groupe de Minsk de l'OSCE. M. Mirzoyan a exprimé le soutien de la partie arménienne aux déclarations des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE, qui soulignent la nécessité d'un règlement durable du conflit sur la base de principes et d'éléments bien connus », a-t-il ajouté.
Le haut diplomate arménien a également souligné l'importance de la résolution des problèmes humanitaires prioritaires. « Dans ce contexte, le ministre a noté la nécessité du rapatriement inconditionnel des prisonniers arméniens, des otages civils et des autres détenus », a indiqué le ministère.
Le service de presse du gouvernement arménien a déclaré plus tôt ce lundi que M. Khovayev avait rencontré le Premier ministre Nikol Pashinyan pour discuter des « moyens de régler le conflit du Haut-Karabakh ». Dans ce contexte, ils ont souligné l'importance des activités des coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE.

5.Les Nouvelles d'Arménie

6 septembre 2021

Découverte à Vanadzor en Arménie, de tombes à dalles datant de 5 000 (…) – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Découverte à Vanadzor en Arménie, de tombes à dalles datant de 5 000 ans

Lors des travaux de construction de modernisation du système d'approvisionnement en eau de Vanadzor, des tombes avec des poteries, sous des dalles ont été découvertes dans le quartier de Khndzorut datant du 3e millénaire avant J.-C. soit 5 000 ans.

L'architecte en chef de Vanadzor, Souren Abovyan, a informé de cette découverte majeure sur sa page Facebook de la troisième ville d'Arménie, Vanadzor qui est la capitale de la région de Lori au nord de l'Arménie.

Souren Abovyan a affirmé que dès cette découverte dans le sol, il avait cessé de travailler conformément à la loi, et s'était adressé à l'organisme autorisé par

l'État. Une équipe d'archéologues délégués sur le site, ont examiné sur place ces trouvailles.

En attendant les travaux de ces recherches et les rapports, S. Abovyan a affirmé que *« Ces petites découvertes prouvent que Vanadzor était habitée il y a 5 000 ans et avait une haute culture »*. Cette terre d'Arménie était sans doute habité il y a 5 000 ans, soit 2 300 ans avant le royaume arménien de l'Ourartou (ou Ararat) par des proto-Arméniens, sans doute de la civilisation de Kour-Araxe. A voir.

6.Les Nouvelles d'Arménie

7 septembre 2021

Archak Karapetyan, le ministre arménien de la Défense a rencontré le général Rustam Muradov qui quitte sa mission de paix en Artsakh

Lundi 6 septembre à Erévan, Archak Karapetyan, le ministre arménien de la Défense, a reçu le général Rustam Muradov chef du commandement des forces de paix russes en Artsakh, qui termine sa mission en Artsakh.
Archak Karapetyan a examiné avec Rustam Muradov, le processus de la mission de maintien de la paix russe en Artsakh, ainsi que la situation à la frontière arméno-azérie. Igor Shcherbakov, l'attaché de l'ambassade de Russie en Arménie participait à la rencontre. Selon le ministère arménien de la Défense, Archak Karapetyan a remercié le général Rustam Muradov pour ses efforts visant à préserver la paix en Artsakh. Il lui a également souhaité un succès dans ses futures missions au sein de l'armée russe.

7.Le Courrier d’Erevan

7 septembre 2021

La Belgique fournit 187 200 doses de vaccin d'AstraZeneca à l'Arménie (courrier.am)

La Belgique fournit 187 200 doses de vaccin d'AstraZeneca à l'Arménie

La première livraison de 187 200 doses de vaccin AstraZeneca a été envoyée en Arménie grâce aux efforts de l'Agence belge de coopération au développement.

Comme le rapporte l'Armenpress, citant le site Gavi.org, cette annonce a été faite par la ministre belge de la Coopération au développement et de la Politique des grandes villes, Merieme Kitir.

" *Le seul moyen de vaincre la pandémie est la coopération internationale. La Belgique envoie cette semaine 187 200 doses de vaccin AstraZeneca en Arménie dans le cadre de l'initiative COVAX. Personne ne sera en sécurité tant que tout le monde ne le sera pas* ", a déclaré Meriame Kitir.

8.Les Nouvelles d’Arménie

7 septembre 2021

Le Président de l’Artsakh rencontre Igor Khovayev, le

coprésident russe du Groupe de Minsk de l'OSCE

Le 6 septembre, le Président de la République de l'Artsakh, Arayik Harutyunyan a rencontré à Erevan le nouveau coprésident russe du Groupe de Minsk de l'OSCE, Igor Khovayev, a informé le Bureau de presse de la présidence de l'Artsakh.

Le président Arayik Harutyunan a souhaité au coprésident russe de réussir dans ses nouvelles fonctions, en soulignant que l'Artsakh reste déterminé à poursuivre le processus de négociation dans le cadre du Groupe de Minsk de l'OSCE. Diverses questions liées au conflit entre l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabagh, y compris la possibilité d'une visite des coprésidents dans la région, ont été abordées au cours de la réunion. Le Président Arayik Harutyunyan a affirmé apprécier grandement la mission de maintien des forces russes chargées de la paix au Haut-Karabagh.

Le ministre des affaires étrangères de la République de l'Artsakh, David Babayan, ainsi que d'autres responsables de l'Artsakh ont participé à la rencontre.

9.Les Nouvelles d'Arménie

7 septembre 2021

Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a reçu à Erévan a reçu Igor Khovayev le coprésident russe du Groupe de Minsk de

l’OSCE

Aujourd’hui 6 septembre à Erévan, le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a reçu Igor Khovayen, le nouveau coprésident russe du Groupe de Minsk de l’OSCE. La visite de ce nouveau coprésident du Groupe de Minsk de l’OSCE à Erévan avait un caractère de prise de connaissance après sa nomination a indiqué le bureau de presse du Premier ministre arménien.
Les deux hommes ont évoqué les moyens mis en place pour le règlement du conflit du Haut-Karabagh et ont relevé l’importance de la mission du Groupe de Minsk de l’OSCE dans le règlement pacifique du conflit du Haut-Karabagh.

10.Les Nouvelles d’Arménie

7 septembre 2021

L’Azerbaïdjan compte 160 morts ou blessés Azéris depuis la fin de la guerre par l’explosion de mines dans les zones occupées de l’Artsakh

Le ministère azéri des Affaires étrangères, exagérant sans doute à son profit les chiffres, indique que depuis le cessez-le-feu du 9 novembre 2020 en Artsakh, dans sa partie occupée, près de 160 personnes, soldats et civils ont été tués ou blessés par l’explosion des mines. Des chiffres bien évidemment « *gonflés* » pour la circonstance afin de passer de bourreau à victime… Bakou affirme par ailleurs que depuis le cessez-le-feu sur la partie occupée de l’Artsakh 15 510 hectares de terres furent déminées.

11.Les Nouvelles d'Arménie

7 septembre 2021

Exercices militaires aériens turco-azéris à Konya

Les forces aériennes azerbaïdjanaises et turques poursuivent les exercices tactiques conjoints « TurAz Falcon – 2021 ». Ces exercices tactiques de vol conjoints se sont tenus à Konya en Turquie, rapporte le site azerbaïdjanais Trend le 7 septembre en se référant au ministère azerbaïdjanais de la Défense.

Selon le plan des exercices, les pilotes militaires des deux pays ont effectué des vols de combat en plein jour.

Les vols ont été précédés d'un briefing sur le plan d'opération, les conditions météorologiques et d'autres questions techniques.
Dans le cadre d'une opération conjointe, les pilotes azerbaïdjanais et turcs ont accompli avec succès la tâche de détruire les systèmes de défense aérienne de l'ennemi simulé, les installations stratégiques et les avions assurant la défense de ces installations.
Les pilotes militaires azerbaïdjanais participent aux exercices sur des avions d'attaque Su-25 et des chasseurs à réaction MiG-29.
Les exercices dureront jusqu'au 17 septembre.

12.Facebook -Armen Gazarian

6 septembre 2021

L'AZERBAÏDJAN INAUGURE UN

AÉROPORT A FIZULI

En 10 mois, Bakou a construit un aéroport fonctionnel aux portes de l'Artsakh dans les territoires repris alors que celui de Stepanakert, en dix ans, à juste servi pour le tournage d'un film.

En 26 ans de « victoire », les autorités d'Arménie, d'Artsakh et les structures pan-arméniennes de la diaspora notamment en France ont juste enfilé des perles.

Non seulement tout ce beau monde n'a développé aucune stratégie de repeuplement et de consolidations des acquis mais ils ont en plus favorisé par leur politique de kleptocratie et de corruption institutionnalisé, l'affaiblissement démographique et économique de l'Arménie. L'Arménie devrait compter aujourd'hui à minima plus de 4 millions d'habitants alors que tout le monde s'accorde pour dire qu'il reste moins de 2,5 millions d'habitants.

D'ici peu, l'Azerbaïdjan va repeupler les territoires repris avec des centaines de milliers de réfugiés de la première guerre, encerclant non seulement l'Artsakh démographiquement et économiquement mais aussi en faisant pression sur les régions frontalières d'Arménie du Guégharkounik et du Siounik.

« Ne gâchez jamais votre présent pour un passé qui n'a pas de futur » cela résume très bien le résultat des 20 ans d'inaction des structures communautaristes arméniennes de France qui se sont cachés derrière les fantômes de 1915 pour ne rien faire sur la question du Karabagh et du renforcement de l'Arménie.

La politique de victimisation mémorielle du génocide des structures communautaristes arméniennes de France est un échec total qui a été préjudiciable à l'Arménie et à l'Artsakh car elle n'a en rien protégé l'Arménie et les Arméniens.

Au lieu de faire de la question du génocide, une question d'actualité la rattachant à la question du Karabagh, ils en ont fait une question mémorielle et historique. En déconnectant la reconnaissance du génocide des questions politiques, ils en ont fait un goubligoubla dont la seule utilité était de faire un calendrier de l'avant de commémorations pour servir le soupe aux élus locaux et nationaux.

Résultat, les politiques et les hommes d'Etat en France peuvent venir pleurer sur

nos morts en psalmodiant « plus jamais ça » mais laisse crever les Arméniens quand la Turquie attaque l'Arménie. Les pseudo-représentants communautaristes et pseudo-défenseurs de la Cause Arménienne ont même regardé béatement, sans rien dire, sans rien faire, le louant même pour s'être rendu en Arménie en 2014 et 2015, François Hollande vendre des armes et des satellites à l'Azerbaïdjan qui ont permis de tuer et de mutilés des milliers d'arméniens l'automne dernier. Tellement soucieux de leurs intérêts persos, ils ont même soutenu des listes aux municipales de 2020 ou étaient présents des français d'origines turcs négationnistes et pro-AKP.

Les structures arméniennes de France ont aussi leur responsabilité dans la défaite du 9 novembre dernier. Passons sur leurs inactions sur les projets de développement socio-économique de l'Arménie et de l'Artsakh, de structuration Arménie-Diaspora, de démocratisation des structures en France… Rien que sur la question du Karabagh, durant 20 ans ils ont montré du doigt la Turquie en parlant du panturquisme comme une des raisons historiques du génocide. A aucun moment cette problématique du panturquisme et continuité de 1915 n'ont été rattaché à la question du Karabagh alors que c'est précisément ce qui s'est passé durant la guerre des 44 jours !!!

13.Spotify

31 aôut 2021

[La fin d'Erdogan (et l'après) · La Loupe (spotify.com)]

La fin d'Erdogan (et après)

Au pouvoir depuis 18 ans – soit davantage qu'Atatürk, le fondateur de la Turquie – le tout puissant Recep Tayyip Erdogan sera-t-il bientôt détrôné ? Tour d'horizon des indices qui rendent cette hypothèse crédible avec Corentin Pennarguear, journaliste au service Monde de L'Express, de retour de Turquie.Retrouvez tous les détails de l'épisode ici. L'équipe :Ecriture : Xavier Yvon et Margaux LannuzelPrésentation : Xavier YvonMontage : Charlotte BarisRéalisation : Louis

Coutel Crédits : France 24, PCS NewsHour, Reis Sedat Peker Musique et habillage : Emmanuel Herschon / Studio TorrentLogo : Justine FigueiredoPour nous écrire : laloupe@lexpress.fr Voir Acast.com/privacy pour les informations sur la vie privée et l'opt-out.

La fin d'Erdogan (et l'après) · La Loupe (spotify.com)

14.Le Monde

7 septembre 2021

En Turquie, des militaires écroués pour un coup d'Etat… en 1997 (lemonde.fr)

En Turquie, des militaires écroués pour un coup d'Etat… en 1997

Quatorze généraux à la retraite, souffrant de pathologies multiples, ont été condamnés à la prison à perpétuité. Une vengeance du camp islamo-conservateur et du président Erdogan.

LETTRE D'ISTANBUL

La vengeance est un plat qui se mange froid, les adeptes de l'islam politique turc en savent quelque chose. Reconnus coupables d'avoir « *renversé par la force le gouvernement de la République de Turquie* » il y a bientôt vingt-cinq ans, quatorze généraux à la retraite ont été écroués, jeudi 19 août. Un mois plus tôt, la Cour de cassation avait confirmé leurs peines de réclusion à perpétuité pour leur implication dans la rédaction du mémorandum publié par l'armée turque le 28 février 1997.

Cette journée est restée dans les annales comme celle du « *coup d'Etat postmoderne* ». Contrairement aux autres putschs (1960, 1971, 1980, 2016), celui-ci n'a pas fait de victimes, aboutissant à la dissolution du gouvernement dirigé à l'époque par le chantre de l'islam politique turc Necmettin Erbakan, l'ancien mentor du président Recep Tayyip Erdogan.

Les quatorze condamnés, des vieillards souffrant de pathologies multiples, ont donc été incarcérés. Parmi eux figurent, entre autres, les généraux Cevik Bir, 82 ans, et Cetin Dogan, 81 ans, tous deux anciens commandants de la 1re armée. L'autonomie de Cetin Dogan, diabétique et cardiaque, est limitée. Même chose pour Cevik Bir, qui souffre de la maladie d'Alzheimer et ne peut se débrouiller seul. Leurs avocats estiment qu'ils auraient dû être libérés pour raisons de santé, mais la Cour de cassation en a décidé autrement.

Quatre mois de prison pour Erdogan

On peut y voir une revanche du camp islamo-conservateur, engagé dans d'interminables règlements de comptes avec l'armée depuis son avènement au pouvoir, en 2002. Le président Erdogan lui-même n'est pas neutre dans ce procès des généraux puisque sa fille, Sümeyye, et son fils Bilal font partie des plaignants. Le putsch « mou » de 1997 est une blessure personnelle, un traumatisme que lui et ses proches ne manquent jamais une occasion de rappeler.

Quand le Conseil national de sécurité, dominé par les militaires, fait fermer le Parti de la prospérité (Refah Partisi, islamiste) – la formation de Necmettin Erbakan, dont Recep Tayyip Erdogan est membre et grâce à laquelle il a été élu maire d'Istanbul quatre ans plus tôt –, l'édile peut raisonnablement penser que sa carrière est mal partie. Quelques mois plus tard, il est condamné à cent vingt jours d'emprisonnement parce qu'il a lu en public un poème religieux jugé subversif.

En 1997, l'armée turque est toute-puissante. Très investie dans son rôle de gardienne des principes – dont la laïcité – prescrits par Mustafa Kemal, dit « Atatürk », le fondateur de la République en 1923, elle impose ses décisions politiques au gouvernement civil, qui est forcé de les appliquer. C'est ce qui se passe le 28 février quand Necmettin Erbakan, à l'époque premier ministre, est contraint de signer un mémorandum en dix-huit points rédigé par les militaires. Avant cela, il a dû écouter en silence le coup de semonce des généraux, outrés par sa projection de l'islam au cœur de la sphère publique. Jugées *« antilaïques »*, la construction de nouvelles mosquées, l'ouverture d'écoles religieuses et de fondations proches des confréries islamiques doivent cesser.

La suite est réservée aux abonnés.

15.EVN Report

6 septembre 2021

Was China All Innocent During the 2020 Artsakh War? (evnreport.com)

Was China All Innocent During the 2020 Artsakh War?

Since the First Nagorno-Karabakh War, Armenian policymakers have been convinced that China is interested in having a strong Armenia in the South Caucasus to counter pan-Turkic ideas, given the Uyghur separatist movement in China's northwestern Xinjiang province. To Armenian political elites, China has always been a friendly nation with mutually-aligned strategic interests. They supported Armenia in constructing the North-South Highway, the largest national infrastructure project since independence, granting Armenia access to the global economy. They also provided military assistance to Armenia, opened Chinese schools and institutes, and invested in industry. The Chinese embassy in Yerevan is even their second-largest in the territory of the former Soviet Union after their embassy in Moscow. Armenia has even collaborated with Beijing on deporting Taiwanese suspects to China. All these developments would certainly point to the growing significance of Armenia for China and explain why the latter acts in favor of Armenia. But does it really? Or does it always?

Maybe that was the case historically, or in the early 1990s, when China was still a mostly rural, agriculture-based country, one of the poorest in the world by GDP per capita ($347 in 1990), which couldn't properly handle its security threats. It would logically favor Armenia to win the war against Azerbaijan in order to prevent further expansion of Turkic elements, especially since the dissolution of the Soviet Union created a power vacuum and fertile ground to awaken Turkic nationalism.

Indeed, since the early 1990s, Uyghur separatist organizations fighting for the independence of "East Turkestan" from China took responsibility for many bombings, violent attacks and riots, seriously challenging China's security

architecture. However, one cannot compare the China of the 1990s with today's China, the world's second largest economy, with its rapidly-growing, technologically-advanced economy and powerful army. Besides, China has been actively pursuing a policy of sinicization in Xinjiang by encouraging the migration of ethnic Han Chinese to the area. China has established total surveillance over the Uyghur population, and keeps over a million of them in so-called "re-education" camps; other efforts to drop birth rates among the Uyghur population also serve to change the demographics of the region. In the 1953 census, the population in Xinjiang was 75% Uyghur and 6% Han. In 1990, it had shifted to 47% Uyghur and 38% Han. By 2020, the numbers were almost even; out of Xinjian's 25.8 million people, Uyghurs make up 45% and Han Chinese 42%. The new situation makes the Uyghur issue less of a priority compared to the 1990s and thus Armenia less significant for China in that context.

Belt and Road Initiative as a Turning Point

In 2013, Chinese President Xi Jinping announced his intention to revitalize the historical Silk Road trade routes and create an alternative to the Western- and U.S.-led global economy by establishing transportation and trade infrastructure to connect China with Western Asia, Europe, Africa and beyond. The initiative marked a huge change in Chinese foreign policy, aiming to define a new world order. Many developing countries viewed it as a new source for economic and financial resources, technologies, political stability and security guarantees, and a way to get out of the vicious circle of endless West-Russia competition. However, through the project, China has also pursued geopolitical objectives beyond pure economic ones. One after another, many countries fell into the Chinese debt trap as they were not able to pay off their loans, without granting China the right to take control over strategic assets (like deepwater ports) and leaving them under heavy economic and therefore political dependency.

Nevertheless, the paradox here is not China's growing ambitions, but the players and partners to which China has staked. Unlike the 1990s, China now considers Turkey as a key strategic partner under the Belt and Road Initiative (BRI) framework. Since 2013, both countries have started to strengthen their mutual relations, marking 2012 and 2013 as the "Years of China and Turkey". In 2015, China and Turkey signed a Memorandum of Understanding within the BRI,

formalizing Turkey's participation in the Chinese initiative. China has invested heavily in the Turkish economy, mainly in logistics, energy infrastructure and mining. This includes billions of dollars of investments in ports, bridges, high-speed railways, gas storage facilities and alternative energy projects. Over these last years, the relations between the two countries have gradually qualified as a "Strategic Partnership." Meanwhile, China also intensified its economic relations with Turkey's smaller ally—Azerbaijan. In 2019 alone, during the visit of Ilham Aliyev to Beijing, Azerbaijani companies signed deals worth $821 million. Moreover, even though Beijing never wanted to openly engage in the Nagorno-Karabakh conflict, during that meeting between Ilham Aliyev and Xi Jinping, the latter publicly expressed China's full support for Azerbaijan's territorial integrity. So why has China made such a sharp u-turn in its attitude toward countries that preach pan-Turkism?

Under the leadership of Erdogan, Turkey has openly expressed its desire to become an independent world power, at least a regional superpower among the top ten world economies. His autocratic neo-Ottoman, expansionist, nationalistic rhetoric and strategy, aggressive involvements in regional conflicts in Libya, Syria, Nagorno-Karabakh and the Eastern Mediterranean, has made Turkey's western allies take caution and incrementally punish and sanction it. Facing significant economic challenges, such as a high unemployment rate, a reduction in foreign investments, and a devaluing currency, Turkey is happy to grasp the rescuing hand of China. As a result, China is trying to flatter Turkey and change its geopolitical orientation away from the West through debt-trap diplomacy and injecting cheap money into the Turkish economy, taking advantage of the growing tensions between the West and Turkey. Turkey itself is not against the idea of changing its geopolitical course as Erdogan is the first leader of Turkey in 100 years to consider Turkey an empire, the center of the Muslim world, which has a historical right to interfere in any territory in which Muslims live. To justify such a position, Turkey must demonstrate its ability to protect the interests of Muslims anywhere in the world.

On the other hand, China has historically worried about Turkey's pan-Turkic ambitions; thus, by deepening its ties with Turkey, China seeks to mitigate those risks—in other words, buy security. Indeed, this strategy seems to be quite successful so far. Not too long ago, Turkey openly accused China of committing genocide against its Uyghur citizens and openly supported their

separatist movement. However, more recently, Turkey's stance has been more restrained, mainly urging that Uyghurs should be treated as equal citizens of China, and that Turkey fully supports China's territorial integrity.

Finally, the interests of both countries also converge geo-economically. China is very keen on diversifying its comercial routes of cargo delivery to Europe. It searches for the cheapest, fastest and safest routes to connect the East with the West. Currently, most of the trade between China and Europe is done by sea; whereas, a railway option could significantly decrease transportation costs and duration. The BRI's Eurasian land bridge is composed of six trade corridors that actually compete against each other; however, there are three main routes that have the potential to integrate railway networks along the "Silk Road Economic Belt" (SREB).

The first route connects the Chinese railway to the Trans-Siberian Railway (TSR) through Russia and Mongolia via the Northern Corridor. Even though there is ongoing work aimed at increasing the average train speed from 60 km/h to 80 km/h, the world's longest railway still faces several challenges that impact its competitiveness compared to alternative routes, including constantly overloaded and overcrowded trains, delays, cargo damage and harsh winters. Prior to the development of alternative routes, virtually all the rail cargo going

The Trans-Siberian Railway

from China to Europe used to pass through Russia, a trip that could last from 18 to 30 days.

An alternative route could be to pass through the Southern Corridor, initially China's preferred option for the SREB. It links the Trans-China Railway (TCR) to Kazakhstan,

Kyrgyzstan, Uzbekistan, Turkmenistan and Iran before reaching Turkey. The option explains the signing of the 25-year Comprehensive Strategic Partnership Agreement between Iran and China, which foresees $400 billion in investments

The Southern Corridor

into Iran's economy, mainly in the critical infrastructure, transportation and energy sectors.

However, Turkey has been trying to persuade China to shift the main land route to Europe to bypass both Russia and Iran in favor of countries over which it has more influence. Turkey argues that China shouldn't rely on Russia or Iran, as both are unpredictable partners in the long term, constantly facing Western sanctions. Therefore, Turkey came up with its own proposal, the Middle Corridor, which intends to link China with Europe through Central Asia, the South Caucasus and Turkey. Turkey wants to take advantage of its strategic geographic location to become a gateway for the Middle East, Central Asia and North Africa as a hub for land, sea and air transportation, playing a key role within the BRI.

Thus, in 2015, Turkey signed a Memorandum of Understanding with China with the objective of linking its Middle Corridor to the BRI. In 2017, it signed another regional transportation cooperation agreement with Georgia, Azerbaijan,

Turkmenistan and Afghanistan, creating the Lapis Lazuli Transport Corridor. According to experts, it could potentially account for the transport of up to 80% of the goods traveling from South Asia to Europe. Also in 2017, Turkey's active participation in the Baku-Tbilisi-Kars (BTK) railway was inaugurated, meant to become a cornerstone for the Trans-Caspian International Transport Route (TITR) signed in April 2016 in Baku between Azerbaijan, Georgia. and Kazakhstan. It runs from China through Kazakhstan, the Caspian Sea, Azerbaijan, Georgia, Turkey and further to Europe. Turkey's railway authority joined the project in 2018.

The Lapis Laz

…